

MINISTÈRE DES FINANCES

Commun à tous les lots

Dispositions communes à tous les lots

Marché public de travaux.

MAITRE DE L'OUVRAGE :

Direction Nationale
Garde-Côtes des
Douanes (DNGCD)

CONDUCTEUR D'OPÉRATION :

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
(SID) SUD-EST

**SERVICE EN CHARGE DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES
PRESTATIONS :**

UNITÉ DE SOUTIEN DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE (USID)
DE CORSE
Représenté par le chef de la section travaux (STX)

OBJET DU MARCHÉ :

**RÉHABILITATION DE L'EX-ATELIER FER ET CRÉATION
DE LOCAUX**

Département concerné : AJACCIO 2000 _ Corse du Sud (2A)

Table des matières

ARTICLE 1.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	3
1.1	DÉFINITION DE L'OPÉRATION.....	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	3
1.3	DOCUMENTS GRAPHIQUES JOINTS AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
1.4	ÉTAT DE L'OUVRAGE EN PHASE 2.....	4
1.5	ACCÈS DU TERRAIN, VOIE D'ACCÈS AU TERRAIN, AIRE DE CHANTIER, VOIE PUBLIQUE	5
1.6	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	5
1.7	DÉCOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS	6
1.8	CONTENU DU PRIX DU MARCHÉ.....	6
1.9	PLANS DE RÉCOLEMENT	8
1.10	COMPTE PRORATA.....	8
1.10.1	<i>Compte prorata – Dépenses d'intérêt commun.....</i>	8
1.10.2	<i>Imputation des dépenses.....</i>	8
1.10.3	<i>Gestion et règlement du compte prorata.....</i>	9
ARTICLE 2.	DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	10
2.1	ENTREPRISE RÉPUTÉE SACHANT ET OBLIGATION DE RÉSULTAT	10
2.2	RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE _ CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	10
2.2.1	<i>Typologie et caractéristique de l'ouvrage à construire :.....</i>	10
2.2.2	<i>Repérage, classements et destinations des locaux à construire.....</i>	12
2.2.3	<i>Type de marché.....</i>	13
2.2.4	<i>Dérogations aux documents généraux.....</i>	13
2.2.5	<i>Réglementation générale.....</i>	13
2.2.6	<i>Exigences fondamentales.....</i>	14
2.2.7	<i>Règlement européen Produits de construction - Marquage CE.....</i>	15
2.2.8	<i>Produits et procédés innovants.....</i>	16
2.3	SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS.....	19
2.3.1	<i>Prestations à la charge des entreprises.....</i>	19
2.3.2	<i>Connaissance des lieux.....</i>	19
2.3.3	<i>Démarches et autorisations administratives.....</i>	20
2.3.4	<i>Liaisons entre les corps d'état.....</i>	20
2.3.5	<i>Traits de niveau</i>	21
2.3.6	<i>Travaux spéciaux.....</i>	21
2.3.7	<i>Échantillons</i>	21
2.3.8	<i>Éléments « modèles ».....</i>	22
2.3.9	<i>Locaux témoins.....</i>	22
2.3.10	<i>Règles d'exécution générales.....</i>	22
2.3.11	<i>Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux.....</i>	22
2.3.12	<i>Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.....</i>	22
2.3.13	<i>Protection des ouvrages.....</i>	23
2.3.14	<i>Nettoyage de chantier.....</i>	24
2.3.15	<i>Remise en état des lieux.....</i>	24
2.3.16	<i>Passerelles, protections, etc. des tranchées</i>	24
2.3.17	<i>Planning d'exécution des travaux.....</i>	24
ARTICLE 3.	TABLEAU DE RÉPARTITION DES PRESTATIONS ET INTERFACES ENTRE LOTS.....	26

Article 1. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1.1 Définition de l'opération

1.1.1.1 Présentation succincte de l'opération :

L'opération concerne les travaux de second œuvre relatifs à la réutilisation et à la réhabilitation du bâtiment n°61, dit « ex-atelier fer », en vue de la création de locaux à usage principalement tertiaire, destinés à accueillir des services de la Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes (DNGCD).

La consistance des ouvrages, ainsi que les prescriptions techniques et performances attendues, sont définies dans les CCTP propres à chaque lot.

1.1.1.2 Caractéristiques du site :

Les travaux sont réalisés sur un site militaire relevant du ministère des Armées, soumis à des règles spécifiques de sûreté et de confidentialité :

- accès conditionné à un contrôle primaire et à l'acceptation des personnels par les autorités de sécurité de la base ;
- tenue d'un registre unique du personnel ;
- port obligatoire des équipements d'identification (carte BTP, badge, vêtement Haute Visibilité avec nom de l'entreprise) ;
- interdiction de toute reproduction, diffusion ou communication non autorisée de documents, plans ou informations.

Le chantier s'inscrit dans un site en exploitation, nécessitant une organisation compatible avec la sûreté du site, les contraintes d'accès, et la coordination entre lots.

1.1.1.3 Situation :

Base marine d'Aspretto – Bâtiment n°61 (ex-atelier fer), commune d'Ajaccio (20000), département Corse-du-Sud (2A).

1.1.1.4 Particularités :

- Marché alloti en 6 lots et séquencé en 2 phases :
 - o **Phase 1** : lots n°1 et n°2 (déjà notifiés en **octobre 2025**) ;
 - o **Phase 2** : lots n°3 à n°6 (objet de la présente consultation).
- Délais : 6 mois pour la phase 2 (lots 3 à 6), avec une période de préparation d'un mois commune à tous les lots (hors délai d'exécution).
- Mission de maîtrise d'œuvre assurée par l'USID de Corse – Section travaux ; mission OPC assurée par l'USID ; présence d'un contrôleur technique SOCOTEC et d'un coordonnateur SPS Bureau Veritas Construction.
- Contraintes spécifiques liées au site : sûreté / contrôle des accès / confidentialité, pouvant imposer des dispositions particulières d'organisation de chantier et de gestion documentaire.

1.2 Identification des intervenants

1.2.1.1 Maître d'ouvrage :

L'État, représenté par la Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes (DNGCD).

1.2.1.2 Maître d'œuvre / Concepteur :

SID SUD EST _ ESID de Lyon _ USID de Corse – Section travaux (Service d'Infrastructure de la Défense – SID)

1.2.1.3 Bureau d'études :

Bureaux d'étude BEAUMECO et FGI

1.2.1.4 Bureau de contrôle :

SOCOTEC – Agence Construction Corse, 1 Parc du Belvédère, 20000 Ajaccio.

Dispositions communes à tous les lots : P22026_TVX-ASPETTO-DNGCD

1.2.1.5 Coordonnateur OPC :

USID de Corse (mission OPC assurée par l'USID), Cité administrative de Travo, 20240 Ventiseri.

1.2.1.6 Coordonnateur SPS :

Bureau Veritas Construction, Pépinière Bureau n°3 – ZA Baleone – Centre RN194, 20167 Sarrola-Carcopino.

1.3 Documents joints au dossier de consultation

Annexe 1 - Plan de situation.pdf
Annexe 2 - Plan Cadastrale.pdf
Annexe 3 - Plan de masse actuel.pdf
Annexe 4 - Plan du RDC.pdf
Annexe 5 - Plan 1er étage.pdf
Annexe 6 - Plan en coupe du terrain.pdf
Annexe 7 - Plan des coupes et façade.pdf
Annexe 8 - Plan de toiture.pdf
Annexe 9 - Sondages et études de sol.pdf
Annexe 10 - Diagnostic structure.pdf
Annexe 11 - Diagnostic plomb.pdf
Annexe 12 - Diagnostic amiante.pdf
Annexe 13 - Spécifications techniques des besoins SIC.pdf
Annexe14 - Plan CVC plomberie.pdf
Annexe15- Plan Electricité CFO_CFA.pdf
Annexe16 – Plans de distribution
Annexe 17- PGC SPS

État de l'ouvrage en Phase 2

L'opération s'inscrit dans la seconde phase d'exécution des travaux, faisant suite à une première phase ayant porté sur les travaux de démolition, gros œuvre, VRD, étanchéité et menuiseries extérieures (lots n°1 et n°2).

À la date de démarrage des travaux de la phase 2 (lots n°3 à n°6), l'ouvrage se présente comme suit :

- bâtiment existant réhabilité au stade clos et couvert ;
- structures porteuses conservées ;
- ouvrages de gros œuvre réalisés ou remis en état en phase 1 ;
- façades, toitures et menuiseries extérieures posées ;
- locaux livrés bruts de gros œuvre, sans second œuvre intérieur ;
- réseaux intérieurs (CVC, plomberie, CFO/CFA) non réalisés ou à l'état de réservations.

Les travaux de démolition des superstructures intérieures, de curage et de mise à nu des volumes ont été réalisés intégralement en phase 1, avant le démarrage des présents lots.

Aucune démolition lourde n'est à prévoir dans le cadre des lots de la phase 2, hors adaptations ponctuelles strictement nécessaires à l'exécution des ouvrages de second œuvre.

Les titulaires des lots de la phase 2 ne devront réaliser que :

- des démolitions légères ponctuelles,
- strictement nécessaires à l'exécution de leurs prestations,
- explicitement prévues dans leurs CCTP respectifs ou prescrites par ordre de service.

Toute démolition non prévue devra faire l'objet d'une validation préalable du maître d'œuvre.

1.4 Accès du terrain, voie d'accès au terrain, aire de chantier, voie publique

La voie d'accès au terrain et l'aire de chantier seront exécutées en période de préparation de chantier, et selon le calendrier prévisionnel si celui-ci a été établi et joint au DCE.

Elles seront réalisées, entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

L'accès du chantier pour les entreprises se fera par : L'accès principal commun à tous.

1.5 Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

1.5.1 Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation ;
- l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;
- l'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses ;
- la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité ;
- l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant ;

Et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

S'agissant des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux ;
- avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;

- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structure ou, à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure ;
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions ;

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

1.6 Décomposition des travaux en lots

Liste des lots de l'opération :

N° de lot	Intitulé du lot
lot n°1	Démolition, GO, VRD
lot n°2	Étanchéité, menuiseries extérieures
lot n°3	Plâtrerie, revêtement, peinture, isolation
lot n°4	Menuiseries intérieures
lot n°5	CVC, plomberie
lot n°6	Électricité CFO/CFA

1.7 Contenu du prix du marché

Les prestations à la charge de la présente entreprise, dans le cadre de son marché, comprennent **implicitement et sans que cette liste soit limitative** :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier, y compris les installations communes lorsque celles-ci lui sont confiées ;
- les travaux préparatoires, protections provisoires, repérages et adaptations nécessaires à la bonne exécution des ouvrages ;
- les travaux de terrassement, lorsqu'ils sont nécessaires à l'exécution des ouvrages du présent lot ;
- la fourniture, le transport, le stockage, la manutention et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits, équipements et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète des ouvrages du marché ;
- tous les échafaudages, agrès, moyens d'accès, engins, appareils et dispositifs de levage ou de manutention, nécessaires à la réalisation des travaux, y compris leur déplacement et leur repli ;
- tous les percements, saignées, réservations, rebouchages, scellements, raccords et calfeutrements, réalisés dans les règles de l'art et conformément aux documents contractuels ;
- la fixation, le calage, l'alignement et le réglage des ouvrages, par tous moyens appropriés ;
- la fourniture et la mise en œuvre de toutes les protections provisoires nécessaires à la conservation des ouvrages jusqu'à la réception ;

- l'enlèvement, l'évacuation et l'élimination de tous les gravois, déchets, déblais, chutes et emballages issus de ses travaux ;
- la protection des ouvrages réalisés par les autres corps d'état susceptibles d'être détériorés, salis ou endommagés par les travaux du présent lot ;
- la remise en état des ouvrages ou équipements détériorés du fait des travaux du présent lot, à ses frais ;
- la coordination technique avec les autres entreprises, la prise en compte des contraintes d'interface et le respect du planning OPC ;
- la main-d'œuvre, les fournitures et prestations nécessaires à toutes les reprises, ajustements, réglages, essais, contrôles et vérifications de ses ouvrages en cours et en fin de travaux ;
- la participation aux réunions de chantier, réunions de coordination et visites techniques auxquelles sa présence est requise ;
- l'établissement des plans d'exécution, notes techniques, fiches produits et documents soumis à visa, lorsqu'ils sont à la charge de l'entreprise conformément au CCAP ;
- l'établissement, la mise à jour et la remise des plans « tel que construit », documents techniques, schémas et notices nécessaires à la constitution du DOE ;
- la remise au maître d'ouvrage, lors de la réception des travaux, de :
 - o la ou les **notices de fonctionnement**,
 - o la ou les **notices d'entretien et de maintenance**,
 - o les fiches techniques, certificats, procès-verbaux d'essais et attestations de conformité ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux de chantier et le compte prorata, lorsqu'il est applicable ;
- les nettoyages réguliers du chantier, ainsi que le nettoyage final des ouvrages du présent lot avant réception ;
- le tri sélectif des déchets, leur traçabilité, leur évacuation hors du chantier vers des filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur et aux prescriptions du SOGED ;
- la prise en compte des contraintes de sécurité, de sûreté et de confidentialité liées à l'intervention sur un site militaire ;
- et plus généralement, tous les frais, sujétions et prestations, même non expressément énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite, complète et conforme des ouvrages du présent marché.

Autres prestations comprises :

- la fourniture et la mise en œuvre des échantillons, maquettes ou essais préalables demandés par la maîtrise d'œuvre ;
- l'assistance aux opérations préalables à la réception (OPR) et à la levée des réserves.

1.8 Plans de récolement

Les plans de récolement (« tel que construit ») seront établis par l'entrepreneur pour les ouvrages relevant de son lot, à l'échelle minimale 1/50^e, et 1/100^e lorsque la nature des ouvrages le justifie, sauf prescriptions particulières du maître d'œuvre.

Ces plans feront apparaître, de manière exhaustive et conforme à l'exécution réelle :

- l'implantation et les dimensions des ouvrages réalisés ;
- les réservations, percements, passages et interfaces avec les autres corps d'état ;
- les réseaux, équipements et éléments incorporés relevant du lot concerné, le cas échéant.

Les plans de récolement seront remis :

- sous format papier en trois exemplaires,

Dispositions communes à tous les lots : P22026_TVX-ASPRETTO-DNGCD

- sous format numérique (PDF et DWG ou format compatible MOE), conformément aux prescriptions du CCAP et aux demandes du maître d'œuvre, et intégrés au Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

L'établissement des plans de récolement ne donne lieu à aucune rémunération particulière. Cette prestation est implicitement comprise dans les prix du marché.

1.9 Compte prorata

1.9.1 Compte prorata – Dépenses d'intérêt commun

Les dépenses d'intérêt commun sont celles définies à l'article 31.12 du CCAG Travaux 2021. Elles font l'objet d'un compte prorata, réparti entre les entreprises concernées.

Compte tenu :

- du phasage de l'opération (phase 2),
- du caractère essentiellement intérieur des travaux,
- et de l'organisation du chantier,

la tenue du compte prorata est assurée par : **le titulaire du lot n°3 – Plâtrerie, isolation, revêtements, peinture**, désigné comme lot pilote pour l'organisation du chantier.

Le gestionnaire du compte prorata est chargé :

- de la tenue et de la mise à jour du compte ;
- de l'imputation et de la répartition des dépenses d'intérêt commun entre les entreprises concernées ;
- de la communication de l'état du compte aux entreprises et au maître d'œuvre, à la demande de ceux-ci.

Chaque entreprise est réputée avoir **intégré dans ses prix** la part des dépenses communes lui incombant et s'engage à en assurer le règlement sans réserve.

1.9.2 Imputation des dépenses

Sont seules imputables au compte prorata les dépenses d'intérêt commun strictement nécessaires au déroulement du chantier, ne correspondant pas à des prestations explicitement prévues aux marchés des entreprises.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun :

- les fournitures, ouvrages ou prestations destinés à être reçus par le maître d'ouvrage ;
- les travaux ou prestations relevant normalement du marché d'un lot et qui auraient été omis dans les documents contractuels ;
- les frais résultant d'une mauvaise organisation, d'une carence ou d'une faute d'une entreprise.

Le CCAP ou les documents particuliers du marché peuvent prévoir que certaines prestations d'intérêt commun soient fournies directement par le maître d'ouvrage ; celles-ci sont alors exclues du compte prorata.

1.9.3 Gestion et règlement du compte prorata

À défaut de convention particulière entre les entreprises, les modalités pratiques de gestion et de règlement du compte prorata sont définies par le gestionnaire du compte, sous le contrôle du maître d'œuvre, en s'inspirant des principes généraux issus du chapitre 14 de la norme NF P 03-001, à titre indicatif.

À l'issue des travaux :

- le gestionnaire du compte prorata établit une situation récapitulative faisant apparaître la position de chaque entreprise ;
- cette situation est transmise au maître d'œuvre et communiquée aux entreprises concernées.

Cette attestation, jointe par le maître d'œuvre au décompte général (selon les cas) :

- soit constate que l'entreprise est en règle au titre du compte prorata ;
- soit précise le montant restant éventuellement dû par l'entreprise concernée.

Article 2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1 Entreprise réputée sachant et obligation de résultat

Les entreprises titulaires des marchés sont réputées être des professionnels qualifiés, expérimentés et parfaitement informés de la nature des travaux qui leur sont confiés.

À ce titre, elles ne sont en aucun cas considérées comme de simples poseurs, mais comme des entreprises de travaux responsables, tenues à une obligation de résultat, tant sur la qualité des ouvrages que sur leur durabilité, leur conformité réglementaire et leur adéquation à l'usage prévu.

Les entreprises sont réputées :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents contractuels, des lieux, de l'environnement du chantier et des contraintes particulières du site ;
- avoir procédé à toutes les vérifications nécessaires concernant la compatibilité des matériaux, produits, équipements et procédés qu'elles mettent en œuvre avec :
 - la destination des locaux,
 - les classes d'humidité et conditions d'exploitation,
 - les contraintes climatiques et environnementales locales,
 - les exigences réglementaires et normatives applicables.

Les entreprises sont pleinement responsables du choix, de la fourniture et de la mise en œuvre des matériaux et produits qu'elles proposent, y compris lorsque ceux-ci sont référencés ou suggérés dans les documents du marché.

La conformité aux prescriptions contractuelles n'exonère pas l'entreprise de sa responsabilité technique quant à l'aptitude des matériaux à remplir durablement leur fonction.

Toute fourniture ou mise en œuvre de matériaux, produits ou procédés inadaptés à l'environnement, à l'usage, aux conditions d'humidité, de sollicitation ou de maintenance, ou non compatibles avec les ouvrages existants ou adjacents, sera réputée constituer une non-conformité, même en l'absence de réserve immédiate du maître d'œuvre.

Il appartient aux entreprises :

- de signaler par écrit au maître d'œuvre, avant exécution, toute incohérence, insuffisance ou incompatibilité constatée dans les documents du marché ;
- de proposer, le cas échéant, des solutions techniquement équivalentes ou améliorées, soumises à validation préalable du maître d'œuvre.

En l'absence d'alerte formalisée avant mise en œuvre, les entreprises seront réputées avoir accepté sans réserve les conditions d'exécution et demeureront entièrement responsables des conséquences techniques, fonctionnelles ou réglementaires de leurs ouvrages.

2.2 Réglementation générale applicable _ clauses communes à tous les lots

2.2.1 Typologie et caractéristique de l'ouvrage à construire :

L'ouvrage constitue un bâtiment existant (Ex atelier fer) réutilisé à usage professionnel et tertiaire, relevant du Code du travail et non soumis à la réglementation des établissements recevant du public. Les aménagements intérieurs sont destinés à accueillir des locaux de travail, des bureaux et des espaces fonctionnels associés, dans le respect des exigences réglementaires applicables aux locaux professionnels.

2.2.1.1 Nature de l'ouvrage

L'ouvrage constitue un bâtiment à usage professionnel, destiné à accueillir :

- des bureaux administratifs,

- des locaux de travail spécifiques (locaux techniques, locaux sensibles, espaces fonctionnels internes),
- des locaux annexes nécessaires au fonctionnement du service (circulations, sanitaires, vestiaires, locaux sociaux).

Le bâtiment n'est pas destiné à l'accueil du public au sens de la réglementation en vigueur. Il relève donc du Code du travail.

2.2.1.2 Classement réglementaire

L'ouvrage est classé comme :

- Bâtiment tertiaire à usage professionnel,
- Locaux de travail au sens du Code du travail (articles R.4211-1 et suivants),
- Bâtiment existant réutilisé.

Les dispositions applicables concernent notamment :

- l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- l'éclairage des locaux de travail,
- la ventilation et la qualité de l'air intérieur,
- l'acoustique,
- la prévention des risques professionnels,
- l'accessibilité aux personnes en situation de handicap pour les travailleurs.

2.2.1.3 Caractéristiques fonctionnelles

L'ouvrage comprend notamment :

- des espaces de bureaux individuels et collectifs,
- des salles de réunion et de coordination,
- des locaux techniques (électricité, CVC, réseaux),
- des locaux à contraintes spécifiques (sécurité, équipements sensibles),
- des circulations intérieures et dégagements,
- des locaux sanitaires et sociaux (vestiaires, locaux de pause).

Les aménagements intérieurs sont conçus pour :

- un usage professionnel quotidien,
- une occupation permanente en horaires de bureau,
- une exploitation durable et maintenable.

2.2.2 Repérage, classements et destinations des locaux à construire

Niveau	N° de pièce	Désignation du local	Destination	Classement du local Humidité des parois	Niveau
RDC	001	Secrétariat archives	Bureau	EA	RDC
RDC	013	Voie de dégagement couloir	Circulation	EA	RDC
RDC	002	WC PMR	Sanitaire	EB	RDC
RDC	003	Local Plongeur	Stockage tenue de plongée	EC	RDC
RDC	Esc.004	Escalier	Escalier	EA	RDC
RDC	005	Salle de réunion	Salle de réunion/Dojo	EA	RDC
RDC	006	Local DIRISI	Local technique	EA	RDC
RDC	007	Salle de munition	Stockage munition	EA	RDC
RDC	008	Salle d'armes	Stockage armement	EA	RDC
RDC	009	Réserves	Stockage	EA	RDC
RDC	010	Matelotage	Atelier	EB	RDC
RDC	011	Stockage mécanicien	Atelier	EB	RDC
RDC	012	Atelier mécanicien	Atelier	EB	RDC
R+1	110	Voie de dégagement couloir	Circulation	EA	R+1
R+1	101	Chef mécanicien et seconds	Bureau	EA	R+1
R+1	102	Local marchandises	Stockage	EA	R+1
R+1	103	Local social	Détente	EB	R+1
R+1	104	Salle d'ordres	Salle de réunion	EA	R+1
R+1	109	Bureau chef d'unité	Bureau	EA	R+1
R+1	108	Bureau Adjoint chef d'unité	Bureau	EA	R+1
R+1	107	Vestiaire homme	Salle d'eau	EB+ Locaux collectifs	R+1
R+1	106	Vestiaire femme	Salle d'eau	EB+ Locaux collectifs	R+1
R+1	105	Buanderie	Salle d'eau	EB	R+1
R+1	Esc.004	Escalier	Escalier	EA	R+1

Rappel de la réglementation

2.2.3 Type de marché

Les marchés sont des marchés publics de travaux, passé selon une procédure adaptée, alloti, à prix global et forfaitaires selon les dispositions de l'acte d'engagement propre à chaque lot. Les documents des marchés définissent les principes généraux, prescriptions techniques, performances attendues, préconisations de mise en œuvre et indications de pose nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages à réaliser.

Ces indications et préconisations ont pour objet de définir le niveau de qualité, de fonctionnalité et de performance attendu, sans pour autant se substituer aux études, calculs et dimensionnements qui relèvent de **la responsabilité du titulaire**.

Il appartient en conséquence au titulaire de chaque lot :

- de procéder à l'ensemble des vérifications techniques, notes de calcul et dimensionnements nécessaires à la réalisation des ouvrages relevant de son marché ;
- d'assurer l'adéquation des équipements, matériaux et procédés proposés avec :
 - o les conditions d'exploitation,
 - o l'environnement du site,
 - o les charges, sollicitations et contraintes réelles des ouvrages,
 - o les réglementations et normes en vigueur ;
- de fournir, le cas échéant, les justificatifs techniques, notes de calcul, fiches produits et essais demandés par le maître d'œuvre ou le contrôleur technique.

Les visas, avis ou validations éventuellement délivrés par le maître d'œuvre ou le contrôleur technique ne sauraient en aucun cas :

- valoir acceptation du dimensionnement,
- ni exonérer le titulaire de sa responsabilité pleine et entière quant à la solidité, la sécurité, la durabilité et la conformité des ouvrages exécutés.

L'ensemble des marchés sont soumis aux dispositions :

- du Code de la commande publique ;
- du CCAG Travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, modifié ;
- du CCAP et du CCTP relatifs au présent marché.

Le marché est exécuté dans le cadre de la seconde phase de l'opération, portant sur les lots n°3 à n°6, après achèvement des travaux de la phase 1 (lots n°1 et n°2).

2.2.4 Dérogations aux documents généraux

Le présent marché déroge expressément aux documents généraux suivants, dans les conditions précisées au CCAP :

- au CCAG Travaux 2021, pour les articles faisant l'objet de dérogations explicitement listées et récapitulées dans le CCAP ;
- aux documents techniques généraux (CCTG, DTU, normes françaises homologuées), uniquement dans la mesure où des prescriptions particulières, plus contraignantes ou spécifiques, sont définies dans les CCTP.

En application de l'article 4.1 du CCAG Travaux, il est rappelé que :

- toute dérogation aux documents généraux doit être formellement mentionnée et justifiée dans les pièces particulières du marché ;
- en l'absence de mention explicite, les dispositions des documents généraux demeurent pleinement applicables.

2.2.5 Réglementation générale

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront être exécutés conformément à l'ensemble des clauses, conditions et prescriptions législatives, réglementaires et normatives qui leur sont applicables à la date d'exécution des travaux, tant au niveau national que local,

et notamment sur le territoire de la Collectivité de Corse, sans que la liste ci-après soit limitative.

À ce titre, les travaux devront notamment respecter :

- le Code civil ;
- le Code de la commande publique ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme, ainsi que les documents d'urbanisme applicables localement ;
- le Code rural et de la pêche maritime, le cas échéant ;
- le Code du travail, notamment pour ce qui concerne l'hygiène, la sécurité, la protection de la santé des travailleurs et la coordination SPS ;
- le Règlement sanitaire départemental de la Corse-du-Sud, ainsi que toute réglementation sanitaire locale applicable ;
- la réglementation relative à la sécurité incendie, applicable aux bâtiments concernés ;
- les textes relatifs à la gestion, au tri, à la traçabilité et à l'élimination des déchets de chantier ;
- les textes relatifs à la prévention des nuisances sonores, poussières et vibrations en phase chantier ;
- les textes et prescriptions relatifs à la protection de l'environnement, à la préservation des sites et à la limitation des impacts des travaux sur le milieu naturel ;
- plus généralement, l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que les arrêtés préfectoraux, municipaux ou intercommunaux applicables au lieu d'exécution des travaux.

Il appartient à l'entreprise titulaire de se tenir informée de l'ensemble de ces dispositions et de prendre à sa charge toutes les mesures nécessaires pour assurer la **conformité réglementaire complète** de ses ouvrages, sans que cela puisse donner lieu à une rémunération supplémentaire.

2.2.6 Exigences fondamentales

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- la sécurité incendie ;
- l'accessibilité handicapé ;
- la prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc) ;
- la protection contre le bruit ;
- la santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;
- la performance énergétique et la réglementation thermique ;
- l'éco-construction et la qualité environnementale du bâtiment.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal de classement.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés : Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent

bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du bâtiment et du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

2.2.7 Règlement européen Produits de construction - Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- les normes harmonisées ;
- les documents d'évaluation européens.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associé sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits ne relevant pas de cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

- le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables ».

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr

2.2.8 Produits et procédés innovants

Appréciation technique d'expérimentation (ATex)

L'ATex est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

Évaluation technique européenne (ETE)

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant (s'il s'agit donc d'une approche volontaire), sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

Les caractéristiques essentielles évaluées sont convenues entre le fabricant, pour l'usage prévu du produit, et l'organisme d'évaluation technique. L'ETE entraîne l'établissement d'une déclaration de performance par le fabricant et le marquage CE du produit.

Évaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM)

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est L'ETPM.

Certification et classements de produits

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- la constance de fabrication d'un produit et de ses performances,
- la certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation durable donnée,
- une réduction de ses contrôles de réception,
- une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.

Le classement d'un produit, de ses performances principales, permet de faciliter le choix, fait par le prescripteur, du produit au regard des contraintes ou sollicitations d'usage applicables.

Prescriptions environnementales

Voir CCAP article 1.10

Prescriptions concernant la mise en œuvre

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU ;
- les normes ;
- les Eurocodes ;
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- les cahiers du CSTB ;
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- les fiches d'application et solutions techniques ;
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- les recommandations professionnelles RAGE et les guides RAGE/PACTE.

Chaque CCTP dresse un inventaire des règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage.

Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- des actions d'information et de formation ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants sont amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises intervenantes, etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter l'entreprise d'accueil ou le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise intervenante pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante :

- un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 ») ;
- un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulage pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulage de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 »).

Textes de référence :

- principes généraux de prévention :
 - [article L. 4121-2](#) du Code du travail ;
- plan de prévention :
 - articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail (plan de prévention),
 - article R. 4514-2 du Code du travail (information du CHSCT),
 - article R. 4513-4 du Code du travail (mise à jour du plan de prévention),
 - arrêté du 19 mars 1993 (liste des travaux dangereux) ;
- équipements de protection individuelle (EPI) :
 - articles R. 4311-8 à R. 4311-11 du Code du travail,
 - articles L. 4321-1 à L. 4321-5 et R. 4321-4 à R. 4322-3 du Code du travail (règles générales),
 - articles R. 4323-91 à R. 4323-106 du Code du travail (conditions d'utilisation, vérifications, formation et information),
 - arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- affichage obligatoire :
 - articles D. 4711-1, R. 4227-37 et R. 4323-76 du Code du travail ;
- coordination SPS :
 - articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du Code du travail ;
- PPSPS :
 - articles L. 4532-9 et R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail ;
- apprentis :
 - décret n° 2015-443 et décret n° 2015-444 relatifs aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans,
 - articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à R4153-52 du Code du travail (jeunes travailleurs) ;
- travail en hauteur :
 - articles R. 4323-58 et suivants du Code du travail (dispositions générales),
 - article R. 4534-3 et suivants du Code du travail (dispositions de chantiers),
 - article L. 4731-1 du Code du travail (arrêt de chantier),
 - décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du Code du travail (relatif à l'affectation des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des travaux temporaires en hauteur),
 - Décision d'exécution (UE) 2015/2181 de la Commission du 24 novembre 2015 portant publication, avec restriction, au Journal officiel de l'Union européenne de la référence à la norme EN 795:2012, Équipements de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage, en application du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil,

- Décision déléguée (UE) 2018/771 de la Commission du 25 janvier 2018 relative au système applicable pour l'évaluation et la vérification de la constance des performances des dispositifs d'ancrage utilisés pour les ouvrages de construction et destinés à prévenir ou arrêter les chutes de hauteur de personnes, conformément au règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil,
- NF EN 795 (mars 2016) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage (Indice de classement : S71-513),
- NF EN 1496 (février 2017) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs de sauvetage par élévation (Indice de classement : S71-515).

2.3 Spécifications communes à tous les lots

2.3.1 Prestations à la charge des entreprises

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier ;
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- l'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à sa charge selon le CCAP ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens des ouvrages ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour, ou l'établissement, de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;

2.3.2 Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;

- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, ainsi que de toutes les indications sur les plans annexés au présent projet ;
- avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

2.3.3 Démarches et autorisations administratives

L'entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la commune et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

2.3.4 Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation de l'opération devra être permanente, anticipée et parfaitement coordonnée, tant en phase de préparation qu'en phase d'exécution des travaux.

Compte tenu du phasage de l'opération, il est expressément précisé que :

- les travaux de réservations, percements et incorporations structurelles ont été réalisés en phase 1 par le lot n°1 (Démolition – Gros œuvre – VRD), sur la base des données disponibles à cette phase ;
- les lots de la phase 2 ne sont pas autorisés à réaliser de percements ou réservations dans les ouvrages de gros œuvre, hors prescriptions expresses du maître d'œuvre par ordre de service.

Les principes d'implantation des réseaux sont les suivants :

- les réseaux techniques sont réalisés en apparent, ou dissimulés dans les pléniums de faux plafonds, les gaines techniques, ou les cloisons techniques, selon les dispositions prévues aux CCTP ;
- les câbles de raccordement des équipements terminaux (prises de courant, prises RJ45, commandes, etc.) sont réalisés sous goulottes apparentes, sauf disposition particulière contraire figurant aux documents du marché.

Dans le cadre de la coordination entre entreprises :

- chaque entrepreneur devra se mettre en relation, en temps utile, avec les autres corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'assurer la parfaite compatibilité des ouvrages ;
- chaque entrepreneur devra fournir aux autres entreprises, ainsi qu'au maître d'œuvre, tous les plans, schémas, détails d'exécution et informations techniques nécessaires à la bonne coordination des travaux ;
- chaque entrepreneur est tenu de réclamer au maître d'œuvre, en temps utile, toutes les précisions qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- les entreprises devront travailler en bonne intelligence, dans le cadre de la coordination générale assurée par la maîtrise d'œuvre et l'OPC.

Pour les détails se référer au tableau de répartition des prestations et interfaces entre les lots à la fin du présent document.

Aucun entrepreneur ne pourra, à aucun moment du chantier, se prévaloir :

- d'un manque de renseignements,
- d'une insuffisance de coordination,
- ou d'une mauvaise anticipation des interfaces,

pour refuser d'exécuter des prestations lui incombant, ni pour se soustraire à l'obligation de fournir les renseignements, plans ou documents nécessaires à la poursuite des travaux des autres corps d'état.

Toute modification de principe (création de réservations nouvelles, encastrement non prévus, modification des cheminements) devra faire l'objet d'une demande écrite préalable et d'une validation expresse du maître d'œuvre.

2.3.5 Traits de niveau

Compte tenu du phasage de l'opération et de l'achèvement des travaux de gros œuvre en phase 1, les traits de niveau nécessaires à l'exécution des travaux de second œuvre seront réalisés sous la responsabilité de l'entreprise en charge du lot n°3 – Plâtrerie, isolation, revêtements, peinture, désignée comme lot pilote pour l'organisation du chantier.

À ce titre, l'entreprise du lot pilote devra, à ses frais :

- matérialiser à l'intérieur des locaux, sur les parois existantes, cloisons, doublages ou supports bruts, le niveau de référence + 1,00 m fini au-dessus des planchers finis ;
- assurer le report, le maintien et, le cas échéant, la remise en place de ces traits de niveau chaque fois que leur disparition serait susceptible de gêner l'exécution des travaux des autres corps d'état ;
- tracer les traits de niveau à tous les emplacements nécessaires à la bonne exécution des ouvrages des autres lots (revêtements de sols, cloisons, menuiseries intérieures, équipements techniques, etc.).

Les traits de niveau devront être établis avec une précision suffisante pour permettre la parfaite coordination des ouvrages et rester visibles pendant toute la durée nécessaire à l'exécution des travaux concernés.

Il est précisé que :

- les traits de niveau constituent une prestation d'intérêt commun ;
- leur réalisation, leur entretien et leur remise en conformité sont réputés inclus dans les prix du marché du lot concerné ;
- aucune rémunération supplémentaire ne pourra être demandée à ce titre.

2.3.6 Travaux spéciaux

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

2.3.7 Échantillons

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

L'acceptation par le maître d'œuvre des échantillons pourra également se faire par une mention explicite sur un compte rendu de réunion de chantier ou par un courrier du maître d'œuvre.

2.3.8 Éléments « modèles »

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de « modèle ».

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

2.3.9 Locaux témoins

Sans objet.

2.3.10 Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels »" devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

2.3.11 Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

2.3.12 Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

Dans le cadre de la seconde phase de l'opération, les travaux de gros œuvre et de réservations structurelles ont été réalisés en phase 1 par le lot n°1.

Les entreprises titulaires des lots de la phase 2 ont implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, ajustements, scellements, rebouchages, raccords et incorporations nécessaires à la réalisation complète, conforme et fonctionnelle des ouvrages relevant de leur lot, dans le respect des dispositions ci-après.

- Ouvrages de gros œuvre existants

Dans les ouvrages verticaux et horizontaux en béton, béton armé ou éléments préfabriqués existants :

- les refouillements, percements ou saignées sont formellement interdits, sauf autorisation expresse et écrite du maître d'œuvre ;
- toute création ou modification de réservation rendue nécessaire en phase 2 devra faire l'objet :
 - d'une demande préalable écrite,
 - d'une validation du maître d'œuvre,
 - et, le cas échéant, de l'avis du contrôleur technique.

Les travaux autorisés de création ou d'ajustement de réservations seront entièrement à la charge de l'entreprise du lot concerné, sans incidence financière ni calendaire pour le marché.

- **Ouvrages non structurels**

Dans les ouvrages non structurels (cloisons, doublages, faux plafonds, gaines techniques, ouvrages légers) :

- tous les trous, percements, passages et réservations nécessaires à l'exécution des ouvrages seront réalisés par l'entreprise du corps d'état concerné ;
- ces travaux sont réputés inclus dans les prix du marché.
- Rebouchages, scellements et rétablissement des performances

Les scellements, rebouchages, calfeutrements et finitions consécutifs aux passages de réseaux ou d'équipements sont exclusivement à la charge de l'entreprise ayant réalisé les percements ou posé les réseaux.

Ils comprennent obligatoirement :

- la remise en état des supports traversés ;
- le rétablissement intégral des performances réglementaires des ouvrages concernés, notamment :
 - résistance et stabilité,
 - coupe-feu et pare-flamme,
 - étanchéité à l'air et aux fumées,
 - isolation acoustique, le cas échéant.

Les dispositifs de rebouchage et de protection coupe-feu devront être adaptés à la nature des ouvrages traversés et justifiés par des procès-verbaux de classement au feu, avis techniques ou documents équivalents, fournis par l'entreprise concernée.

- **Dispositions générales**

Aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir :

- de l'état existant,
- de l'absence de réservations suffisantes en phase 1,
- ou d'un défaut de coordination,

pour refuser d'exécuter des prestations relevant de son lot.

L'ensemble des prestations décrites au présent article est réputé compris dans les prix du marché du lot concerné et ne donne lieu à aucune rémunération supplémentaire.

2.3.13 Protection des ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sol devront assurer la protection de leurs revêtements de sol jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

Dispositions communes à tous les lots : P22026_TVX-ASPRETTO-DNGCD

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes qui du fait de leur position risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

2.3.14 Nettoyage de chantier

Les sols seront livrés aux entrepreneurs du second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

2.3.15 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux ou selon les dates spécifiées par ordre de service du maître d'œuvre.

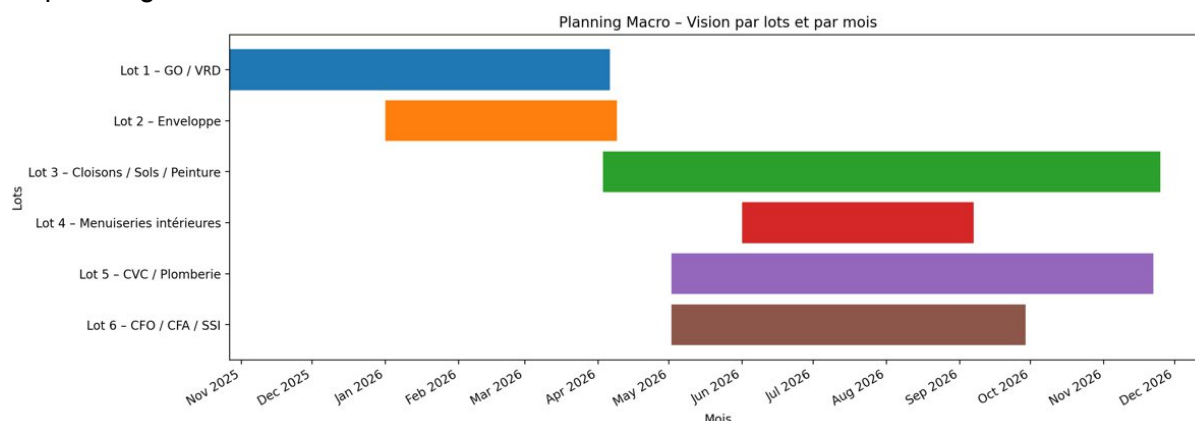
2.3.16 Passerelles, protections, etc. des tranchées

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas ;
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- la signalisation de jour et de nuit ;
- et tous les autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

2.3.17 Planning d'exécution des travaux

Le planning d'exécution des travaux sera le suivant :



Dispositions communes à tous les lots : P22026_TVX-ASPRETTO-DNGCD

Délais prévisionnel.

LOT 1	3 mois (En cours de réception)
LOT 2	2 mois (En cours de réception)
LOT 3	6 mois
LOT 4	2,5 mois
LOT 5	3 mois
LOT 6	3 mois

Article 3. TABLEAU DE RÉPARTITION DES PRESTATIONS ET INTERFACES ENTRE LOTS

Lot	Intitulé	Prestations principales à la charge du lot	Interfaces, limites et coordinations avec les autres lots
Lot 1	Démolition – Gros œuvre – VRD	<ul style="list-style-type: none"> • Démolitions structurelles et non structurelles • Ouvrages béton et maçonnerie (murs, planchers, escaliers béton) • Création et reprise des baies • Réservations structurelles principales 	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de supports bruts conformes pour les lots 2, 3, 4, 5 et 6 • Réservations structurelles principales pour réseaux (lots 5 et 6) • Supports conformes NF DTU pour pose des menuiseries extérieures (lot 2) et intérieures (lot 4) • Aucun équipement second œuvre à sa charge
Lot 2	Étanchéité – Menuiseries extérieures	<ul style="list-style-type: none"> • Étanchéité toiture-terrasse et ouvrages associés • Menuiseries extérieures (fenêtres, portes, puits de lumière, volets roulants, porte sectionnelle) • Calfeutrements, étanchéité AEV* et accessoires • Garde-corps extérieurs intégrés aux menuiseries 	<ul style="list-style-type: none"> • Pose sur supports gros œuvre fournis par le lot 1 • Coordination avec le lot 5 pour traversées et émergences en toiture • Coordination avec le lot 6 pour motorisations, alimentations électriques, désenfumage et commandes • Aucun habillage intérieur ni reprise de finition intérieure (lot 3)
Lot 3	Plâtrerie – Isolation – Revêtements – Peinture	<ul style="list-style-type: none"> • Cloisons intérieures, doublages et faux plafonds • Revêtements muraux et de sols • Finitions peintes 	<ul style="list-style-type: none"> • Supports bruts fournis par le lot 1 • Intégration des huisseries et bâtis du lot 4 dans les cloisons • Incorporation et réservations secondaires pour réseaux lots 5 et 6 • Reprises de finitions après passages des réseaux et poses des autres lots • Habillages intérieurs périphériques des menuiseries extérieures (lot 2), hors calfeutrement
Lot 4	Menuiseries intérieures – Serrurerie – Métallerie associée	<ul style="list-style-type: none"> • Blocs-portes intérieurs, huisseries et bâtis • Quincailleries, serrures et organigramme de clés • Garde-corps et rampes d'escaliers intérieurs • Mobilier intégré et équipements spécifiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Pose sur murs béton et maçonnerie au RDC (supports lot 1) • Pose sur cloisons au R+1 (supports lot 3) • Coordination avec le lot 6 pour DAS, contrôle d'accès,

Dispositions communes à tous les lots : P22026_TVX-ASPRETTO-DNGCD

Lot	Intitulé	Prestations principales à la charge du lot	Interfaces, limites et coordinations avec les autres lots
			ventouses et équipements électriques intégrés • Aucun ouvrage de gros œuvre ni de réseaux à sa charge
Lot 5	CVC – Plomberie	<ul style="list-style-type: none"> • Réseaux de chauffage, ventilation et plomberie • Équipements sanitaires et CVC • Traversées techniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Réservations structurelles principales par le lot 1 • Cheminements et intégration dans cloisons et plafonds (lot 3) • Coordination avec le lot 2 pour émergences en toiture et étanchéité • Coordination ponctuelle avec le lot 4 pour portes et locaux techniques
Lot 6	Électricité CFO / CFA	<ul style="list-style-type: none"> • Réseaux courants forts et faibles • Équipements terminaux (prises, luminaires, SSI, contrôle d'accès, motorisations) • Raccordements DAS 	<ul style="list-style-type: none"> • Réservations structurelles par le lot 1 • Cheminements en cloisons et pléniums (lot 3) • Coordination avec le lot 2 pour volets roulants, désenfumage et équipements motorisés • Équipements intégrés aux blocs-portes, garde-corps et menuiseries en coordination avec le lot 4

Le présent tableau définit les **principes de répartition des prestations et des interfaces entre lots**.

Il a valeur contractuelle et s'impose à l'ensemble des titulaires.

Les CCTP de lots décrivent exclusivement les ouvrages propres à chaque lot, sans reprise exhaustive des interfaces.

Chaque entreprise est tenue d'assurer la **coordination active** avec les autres corps d'état et d'intégrer dans ses prix toutes les sujétions nécessaires à la parfaite exécution de ses ouvrages, sans pouvoir se prévaloir d'une omission ou d'une imprécision pour solliciter une plus-value.